



## A eux les bonus, à nous les malus ?

Pas le temps de souffler après notre victoire contre la baisse des rentes du 2<sup>ème</sup> pilier. La gauche politique et syndicale doit repartir au combat contre la révision de la loi sur l'assurance-chômage acceptée ce printemps par les Chambres fédérales. Une loi totalement inacceptable, qui introduit une véritable assurance-chômage au rabais.

### PROGRAMME 2.0



Mise à jour pour le principal logiciel socialiste suisse. D'ici fin octobre, le programme actuel, qui date de 1982, aura été complètement revu en deux étapes.

Pages 4/5

### BURQA



L'obligation faite aux femmes de porter la Burqa est contraire à la vision socialiste de la dignité humaine et de l'égalité entre hommes et femmes. L'interdire est cependant inutile.

Page 9

### CARTON JAUNE



Pour la prochaine Coupe du monde de football en Afrique du Sud, la FIFA ne laisse rien au hasard. En revanche, il ne restera rien pour la population sud-africaine.

Page 10



**LES REFUGIES**  
ONT TOUT ABANDONNE. SAUF LEUR  
**TALENT**

Donnez une chance aux réfugiés, offrez-leur un travail. Par exemple dans la construction.

Journées des réfugiés / 19 - 20 juin 2010



# Pas d'assurance-chômage au rabais

**A peine avons-nous eu le temps de fêter notre victoire contre la baisse des rentes du 2<sup>e</sup> pilier que la gauche politique et syndicale doit repartir au combat, en lançant le référendum contre la révision de la loi sur l'assurance-chômage acceptée ce printemps par les Chambres fédérales. Une loi totalement inacceptable, qui introduit une véritable assurance-chômage au rabais.** Jean-Claude Rennwald

Globalement, cette révision de la loi sur l'assurance-chômage est profondément antisociale. Elle pénalise spécialement les jeunes et les régions les plus fortement touchées par le chômage, avec à la clef près de 600 à 700 millions d'économies sur le dos des sans emploi. Quelques exemples:

- Moins d'indemnités journalières pour les jeunes chômeurs sans obligation d'entretien (200 indemnités au lieu de 400) pour les moins de 25 ans.
- 520 indemnités journalières pour les plus de 55 ans après 24 mois de cotisation au lieu de 18 aujourd'hui.
- Pour les moins de 30 ans, tout travail (relativement à ses qualifications) sera convenable. Les délais d'attente pour les moins de 30 ans sans obligation d'entretien seront échelonnés en fonction du revenu: de 10 à 20 jours, contre 5 jours aujourd'hui.
- Impossible désormais d'augmenter de 400 à 520 jours la durée d'indemnisation dans les cantons à fort taux de chômage (Aujourd'hui, le Jura, la région de Moutier, Neuchâtel et Vaud profitent de cette clause).

Alors que l'on compte plus de 160 000 chômeurs en Suisse, ce projet démontre que la droite et le patronat s'attaquent à l'ensemble des prestations de l'Etat social, comme ils ont

déjà essayé de le faire avec les rentes du 2<sup>e</sup> pilier, et comme ils vont aussi tenter de démanteler l'AVS, l'AI et l'assurance-accidents.

Dans ces conditions, nous n'avons pas d'autre choix que de rendre coup pour coup, pour éviter une paupérisation des chômeurs qui ne saurait tomber plus mal, mais aussi pour empêcher que les charges de l'assurance-chômage se reportent sur les cantons et les communes, au titre de l'aide sociale. L'Union des villes suisses affirme d'ailleurs qu'il n'est « pas responsable de faire table rase des acquis de l'assurance-chômage ».

Enfin, il est pour le moins malvenu de réduire encore les prestations des chômeurs, qui subissent déjà des sacrifices conséquents (un célibataire qui gagne 4000 francs et qui tombe au chômage se retrouve avec 2800 francs par mois), à une époque où les banques redistribuent des bonus de plus belle, et où le boss du Crédit suisse a touché plus de 90 millions en 2009!

jean-claude.rennwald@pssuisse.ch,  
conseiller national (JU),  
vice-président de l'USS



## Editorial

### Marché(s) de dupes

2008: la bulle éclate, les marchés s'affolent, les faillites s'enchaînent, les banques vacillent. Appelés à la rescousse, les états leur sauvent la mise en y injectant des milliards, puis plastronnent: ces dérives étant in-



acceptables, la politique doit absolument reprendre la main. Il faut mo-ra-li-ser le capitalisme, on va voir ce qu'on va voir! Eh ben, c'est tout vu ... Deux ans plus tard, les plus flagrantes cr-

pules ont certes été écartées, voire mises à l'ombre, les traders ont levé le pied sur les « subprimes » ou laisser refroidir les produits dérivés les plus brûlants, mais les milieux financiers ont bien renoué avec leurs pratiques délétères, à commencer par les rémunérations pharaoniques. Ils se sont aussi et même surtout tournés vers un autre terrain propice à la spéculation et générateur de juteux bénéfices. Fragilisés par leur engagement considérable pour juguler la crise, les états ont laissé filer leur dette, fragilisé leur fondamentaux, parfois encouragés à la comptabilité créative par ceux-là mêmes qui misaient sur leur effondrement. Résultat: une nouvelle tournée de milliards pour éviter une désastreuse réaction en chaîne, somme mise sur le tapis par les dirigeants politiques qui, quelques mois plus tôt, claironnaient la fin de la dictature du marché. Et voici qu'un nouveau cycle s'annonce, alimenté par les programmes d'austérité auxquels doivent bien se résoudre les états pour racler les fonds de tiroir. Rigueur qui, entre parenthèses, touche d'abord les fonctionnaires, retraité-e-s et autres bénéficiaires d'allocations, éternelles victimes de ce type de bonneteau financier tandis que ses manipulateurs évaluent, sans états d'âme, la part variable de leur salaire. Bonjour la moralisation! ... En Suisse, les Chambres fédérales auront bientôt l'occasion d'assortir le 4<sup>ème</sup> sauvetage de l'UBS de mesures socialistes visant à réduire la taille des grandes banques et les bonus excessifs. Rien de coercitif, mais un début de régulation, de prise de conscience. On spéculé sur le résultat? ...

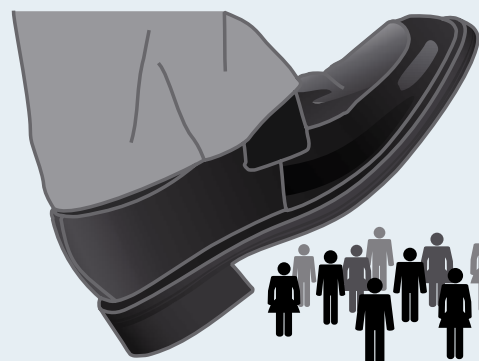
Jean-Yves Gentil

### IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info  
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,  
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

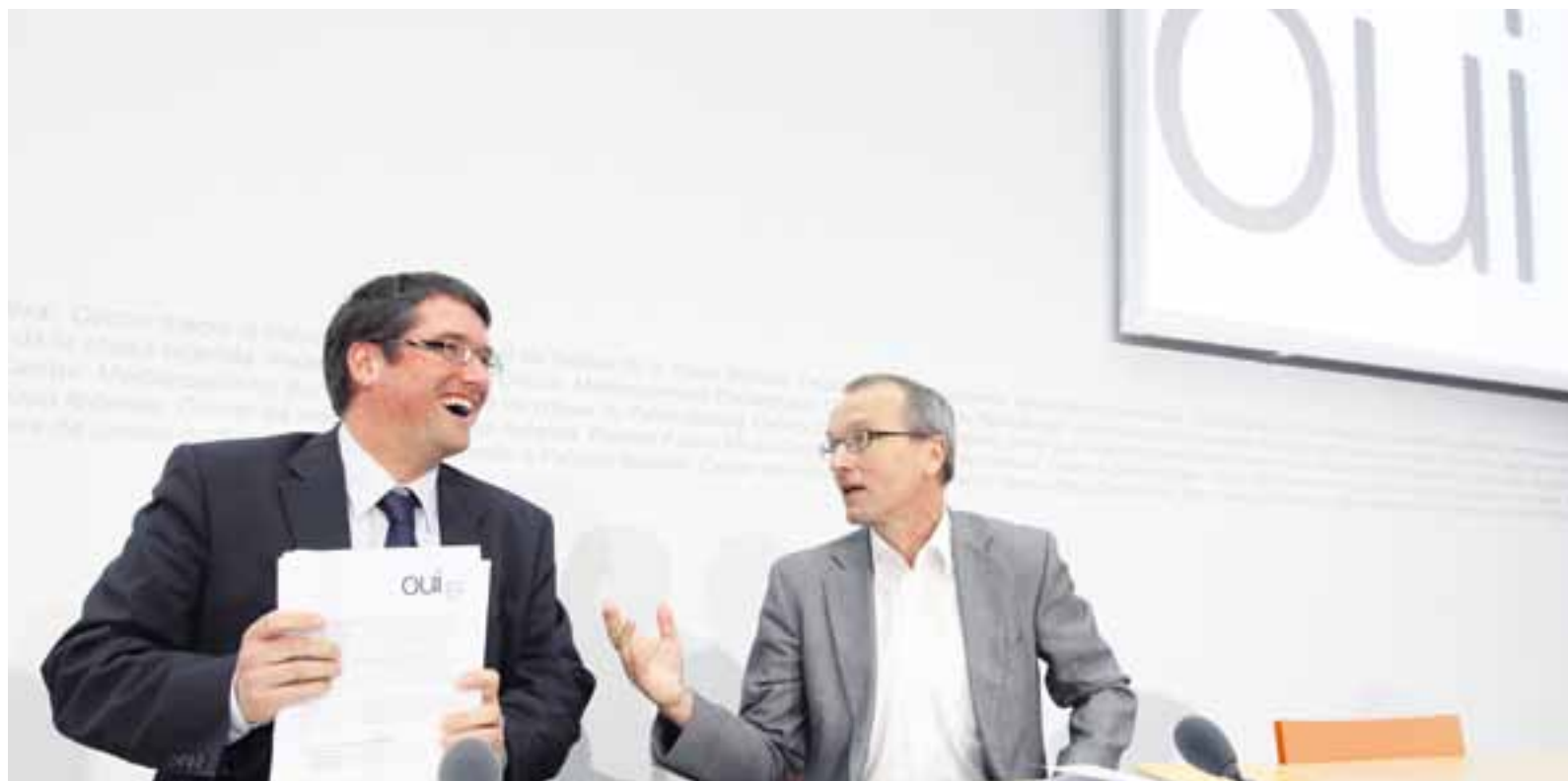
Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Kurt Bläuer, Bern



A eux les bonus?  
A nous les malus?

**NON** au  
démantèlement  
de l'assurance-  
chômage



© Keystone / Peter Klauzner

Christian Levrat et son prédécesseur Hans-Jürg Fehr lors de la présentation du projet du Comité directeur à la presse le 7 avril dernier.

## Programme 2.0

**Mise à jour pour le principal logiciel socialiste suisse. D'ici fin octobre, le programme actuel, qui date de 1982, aura été complètement revu dans le cadre d'une procédure de consultation en deux étapes. Une démarche essentielle en raison des profondes mutations subies par notre société depuis la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Mais aussi pour affronter lucidement l'avenir. Le conseiller national fribourgeois et président du PS Suisse Christian Levrat s'est confié à [socialistes.ch](http://socialistes.ch). Et revient tout d'abord sur la nature du processus soumis cette année aux militant-e-s du parti.**

Résultat de recherches et de débats approfondis, la première pierre du projet aujourd'hui soumis aux membres du PS a été posée en 2004 au Congrès de Brigue. La première étape de ce vaste processus participatif a été consacrée à l'analyse des mutations survenues depuis 1982. Sur la base de ce document, débattu à l'interne du parti, le conseiller national et ancien président du PS Suisse Hans-Jürg Fehr a développé le texte dont il est à espérer qu'il fasse à nouveau l'objet – dans le cadre d'une double consultation – de discussions fructueuses et engagées avec pour objectif son

adoption, lors du Congrès ordinaire du parti les 30 et 31 octobre prochains à Lausanne.

*Dans ce nouveau programme, quels sont les piliers de la réflexion et de l'action du PS ?*

Ce programme comprend quatre parties. L'introduction, qui définit notre vision de la société actuelle est suivie d'un chapitre consacré aux valeurs essentielles du socialisme, aux phares conceptuels qui nous guident depuis toujours. Dans le 3<sup>ème</sup> chapitre, plus visionnaire, il est question du capitalisme, des moyens de le dépasser et du nouvel ordre économique auquel nous aspirons. Dans tous les programmes du PS Suisse, on retrouve la vision de la démocratie économique. Nous en reprenons le fil tout en tenant compte d'une série de réalités existantes qui anticipent, à leur manière, cette future démocratie économique. Enfin, le dernier chapitre relève les principaux enjeux majeurs pour l'action politique du PS au cours des années et décennies à venir.

*En quoi cette nouvelle vision du PS peut être révolutionnaire ?*

Révolutionnaire est un mot qui a déjà été tellement galvaudé que j'estime que son emploi requiert la plus grande précaution. Mais si cela

signifie offrir une alternative au développement sans limite des activités plus ou moins légales des requins de la finance, au nom d'un capitalisme agressif, perçu comme l'horizon indépassable de notre monde économique. Alors oui, il est révolutionnaire. Nous nous fixons pour objectif stratégique la «démocratie économique» pour dompter l'économie de marché capitaliste, avec pour vision son dé-

**«Au lieu de privatiser tout ce qui est privatisable, notre modèle veut démocratiser tout ce qui est susceptible de l'être»**

passement. La démocratisation de l'économie est ainsi à comprendre et à mettre en pratique comme un processus politique qui est le modèle inverse de la foi néolibérale en la toute puissance du marché : au lieu de privatiser tout ce qui est privatisable, notre modèle veut démocratiser tout ce qui est susceptible de l'être. Quelle place le PS veut-il occuper et quel rôle veut-il jouer dans le scénario national ? Nous refusons de nous contenter de gérer l'Etat à la petite semaine. Alors que certains programmes de parti – quand ils existent – semblent aussi indéfinis qu'anémiques, nous faisons l'effort de régler nos boussoles, de tra-



© Edoard Rieben

cer des perspectives, de dire comment nous voulons créer une société plus juste et plus solidaire. Une société où nos enfants aient les mêmes chances de forger leurs destins, quelle que soit leur origine, leur sexe ou la fortune de leurs parents. Nous voulons une politique pour l'immense majorité de la population, pas pour une minorité de privilégiés.

*En quoi le nouveau programme peut-il faire la différence soit sur l'échiquier politique, soit dans la société civile ?*

Je crois que je viens déjà en partie d'y répondre en indiquant notre volonté de nous mettre au service de l'intérêt général. Sur le plan social, notamment, en faisant de l'Etat non seulement un atelier de réparation, mais un Etat facilitateur et qualificateur, qui fait en sorte que chacune et chacun puisse mener une vie émancipée, choisie de manière autonome et libre de toute tutelle. Nous tenons à mettre au centre l'être humain et ses possibilités d'épanouissement en prenant des mesures et en mettant à disposition des infrastructures qui ouvrent des perspectives aux gens, leur permettent de sortir d'une situation difficile ou de ne pas y tomber: formation, conciliation entre vie familiale et professionnelle, intégration au marché de l'emploi et politique de prévention en matière de santé en sont ainsi les axes principaux.

*Le nouveau programme est-il à même de réinventer la gauche ?*

Encore des grands mots... Mais cette fois, j'ose surenchérir. Pourquoi se limiter à la gauche, notre ambition est de réinventer notre société. Nous devons être fiers d'appartenir à un mou-

vement, le seul, qui a pour ambition de tracer des perspectives pour une génération, de penser notre société dans vingt ou trente ans. Sans oublier une seule seconde notre combat quotidien pour améliorer l'ordinaire de nos concitoyennes et concitoyens.

*Au fait, le PS veut-il se positionner plus à gauche, quitte à décevoir le courant centriste ?*

Le débat sur l'orientation sociologique du PS est inutile: il doit être le parti des personnes à bas revenus ET de la nouvelle classe moyenne. Nous voulons continuer à convaincre cette dernière tout en regagnant une partie des travailleuses et des travailleurs qui nous ont quittés. Jouer ces deux types d'électorat l'un contre l'autre serait totalement contre-productif. Ce n'est qu'en nous adressant aux deux que nous connaîtront le succès à l'avenir. Les passerelles existent. Elles constituent d'ailleurs l'essence même d'une véritable politique socialiste. Pour la bonne et simple raison que, dans ce domaine, ils poursuivent le même objectif: plus de justice.

*Est-ce que le nouveau programme va permettre au PS d'être plus proche de sa base et de mieux répondre aux attentes de la population ?*

J'en suis intimement convaincu. Nous avons su emporter les têtes et les cœurs lors du vote sur la LPP. Ce combat nous ne l'avons pas gagné à coup d'annonces dans les journaux, pas même en enchaînant les débats sur les télévisions nationales. Nous l'avons gagné dans chaque famille, dans chaque entreprise, parce que nous avons parlé clair. Et nous serons tout aussi suivis lors des prochains scrutins sur l'assurance chômage, sur l'AVS, sur les services publics.

*Quelles sont les valeurs auxquelles le PS ne peut renoncer ?*

Elles sont plus actuelles que jamais: nous nous battons pour l'émancipation des salarié-e-s, pour nous affranchir des contraintes politiques, économiques ou culturelles aux-

quels nous sommes soumis. De 1848 à 1968, en passant par la grève générale de 1918, nous avons construit l'Etat moderne, conquis des droits économiques, ébauché nos assurances sociales, défendu une culture ouverte et tolérante. Nous n'avons aucune raison de faire preuve de fausse modestie. Nous sommes fiers de notre héritage, déterminés à le défendre, et convaincus qu'il doit être développé.

*Utopie, idéaux, rêves, espoirs: comment concilier tout ceci avec la réalité ?*

Par l'engagement résolu de tous les socialistes. Nous devons nous promettre tous, en-

## «Une politique pour la majorité de la population, pas une minorité de privilégiés»

semble, de redoubler d'efforts, de porter cet espoir d'une solidarité nouvelle auprès de nos compatriotes, parfois sceptiques. Ne sous-estimons pas l'extraordinaire puissance de la volonté politique, notre capacité à changer la société, à poursuivre un combat, si nécessaire durant des décennies, pour davantage de justice sociale. Et si je dis nous, ce n'est pas une figure de style. C'est à toi, à tes lectrices et lecteurs que je m'adresse.

*Si tu devais choisir un slogan pour lancer ce nouveau programme, lequel choisirais-tu ?*

C'est déjà fait: JA, OUI, SI ... Nous devons être en mesure de formuler de nouvelles propositions, d'ouvrir de nouvelles perspectives, de nous positionner comme une véritable force de progrès. Un parti qui dit OUI aux idées novatrices. Avec l'initiative «De nouvelles places de travail grâce aux énergies renouvelables», le PS a franchi une étape essentielle dans cette direction. Même principe avec l'initiative pour un salaire minimum dont nous prévoyons le prochain lancement, de concert avec les syndicats ainsi que celle visant à relancer la caisse maladie unique.

## RÉVISION DU PROGRAMME DU PARTI

### Délais impératifs en vue du Congrès ordinaire des 30/31 octobre

31 juillet	<b>Echéance du 1<sup>er</sup> délai</b> pour les sections, partis cantonaux et autres organes habilités à formuler des propositions. Courriel: <a href="mailto:programme@pssuisse.ch">programme@pssuisse.ch</a>
11 octobre	<b>Echéance du 2<sup>ème</sup> délai</b> pour les délégué-e-s et invité-e-s au Congrès.
6 septembre	<b>Echéance du délai</b> pour les sections et autres organes habilités à formuler des propositions. <b>(Ne peut être prolongé)</b>
15/16 septembre	<b>2<sup>ème</sup> envoi en français et allemand</b> aux délégué-e-s annoncés et aux invité-e-s au Congrès.
30/31 octobre	<b>Congrès ordinaire à l'Université de Lausanne</b>

# Politique sociale : passer à l'offensive

Face aux prochains démantèlements sociaux, à savoir l'affaiblissement de l'assurance chômage et la réduction des rentes AVS, le PS doit à nouveau faire preuve de résistance. Ces deux projets figurent donc évidemment à l'ordre du jour de sa prochaine Assemblée des délégué-e-s, à Frauenfeld. Mais les socialistes souhaitent aussi passer à l'offensive en matière de politique sociale et exposer leurs priorités: d'abord pour celles et ceux qui, tout en ayant un emploi à 100 %, ne gagnent pas assez pour assurer leur minimum vital comme pour celles et ceux qui souhaitent un système de caisse maladie transparent et financièrement abordable.

Après le vote de principe de la dernière AD du PS à Berne, l'USS a adopté récemment le texte définitif d'une initiative populaire en faveur d'un salaire minimum. Objectif: fixer une limite salariale nationale en-dessous de laquelle il est impossible de descendre. L'introduction d'un salaire minimum permet ainsi d'éviter le dumping salarial et de lutter contre la paupérisation des personnes travaillant dans les secteurs peu rémunérés comme la restauration, le commerce de détail ou le nettoyage.

Comment admettre qu'aujourd'hui en Suisse, on trouve encore des contrat-type de travail dans le secteur du nettoyage avec des salaires de 2950 francs par mois, des magasiniers sous contrat qui gagnent 3000 francs et des travailleuses ou travailleurs touchant juste un peu plus de 2500 franc par mois, même



Le salaire minimum est, en moyenne, inférieur à 3000 francs dans l'hôtellerie et la restauration.

en travaillant à 100 %. Face à ces dispositions scandaleuses, la législation actuelle répond de manière totalement insuffisante. Même si les mesures d'accompagnement relatives aux accords bilatéraux constituent un pas dans la bonne direction, elles ne sont pas suffisantes. A l'image d'ailleurs des conventions collectives puisque moins d'un salarié sur deux en bénéficient.

Un salaire minimum est donc tout sauf une entrave au partenariat social, car une généralisation des conventions collectives de travail demeure une nécessité, mais un salaire minimum permettra de garantir des conditions de vie décentes. Car la Suisse ne peut se permettre

de fabriquer continuellement des travailleuses et travailleurs pauvres.

Deuxième objet principal de l'AD de Frauenfeld: la relance d'une initiative populaire sur une caisse maladie unique après l'échec de 2007. C'est qu'aujourd'hui comme hier, la pseudo-concurrence entre les caisses conduit à des inégalités choquantes et heurte de manière frontale les principes de toute assurance sociale. S'y ajoute un manque flagrant de transparence et de responsabilité qui a, en outre, des effets négatifs sur la solidarité. Le PS refuse d'assister passivement à cette dégradation continue et milite pour qu'à l'avenir, l'assurance maladie obligatoire soit confiée à une caisse maladie fédérale analogue à l'AVS ou à la SUVA. Une caisse maladie unique érige en principe la transparence en matière de coûts et de primes. Les augmentations subites et vertigineuses que nous avons connues ces dernières années appartiendraient dès lors au passé. Il sera aussi plus aisé de développer de nouveaux modèles d'assurance et de primes. La mise en place d'agences cantonales et régionales permettra de continuer à garantir le contact direct avec les assuré-e-s. S'il faut d'urgence une caisse maladie unique sur le plan national, il faut aussi un soutien aussi large que possible à cette idée. C'est pourquoi la résolution du Comité directeur vise à obtenir un appui aussi étendu que possible à une initiative populaire fédérale.

## COCO: OBJECTIF 2011

A la veille de l'AD, la Conférence de coordination entre PS Suisse et partis cantonaux prendra un relief particulier dans la mesure où elle se prononcera sur les grandes lignes d'une campagne commune en vue des élections fédérales de 2011. Le principe est d'aboutir à un aspect général le plus uniforme possible tant au niveau graphique qu'à celui du contenu. Autre effet souhaité: que la synergie des tâches permette de réaliser des économies. A la base de ce concept figure la décision de principe sur la conduite d'une telle campagne commune prise par la Conférence de coordination (Coco) lors de sa séance du 26 février 2010. Il a ensuite été élaboré – pour la Suisse romande – par la Coordination des partis socialistes francophones. En l'état, la campagne commune comprend huit éléments mettant à contribution le PS Suisse comme les partis cantonaux. Elle se conçoit comme un programme minimal d'activités communes. D'autres éléments viendront s'y ajouter d'ici fin 2010 afin de soulager les partis cantonaux et qu'ils puissent se concentrer exclusivement à leur campagne électorale sur leur terrain en 2011.

# Pas de Lex UBS sans conditions

**Lors de la session d'été des Chambres fédérales, les parlementaires socialistes joueront un rôle clé dans la ratification ou non de l'accord avec les Etats-Unis sur l'UBS. En effet, le PS reste de marbre devant les déclarations d'intention du Conseil fédéral, et persiste à refuser l'accord tant que ne se sera pas imposée une réglementation plus stricte s'agissant des banques trop grandes pour faire faillite et des bonus excessifs.** Emilie Pasquier

© Ex-Press



Les péripéties de l'UBS auront décidément fait couler beaucoup d'encre depuis deux ans. En 2008, la Confédération et la BNS injectaient près de 68 milliards de francs pour sauver la banque, alors au bord du gouffre. Le géant bancaire apparaissant comme trop important pour faire faillite, un sauvetage devenait inévitable. Parallèlement à ce séisme, l'UBS a également été épinglée par les autorités américaines pour avoir illicitement encouragé ses clients à frauder le fisc. D'où l'accord signé en 2009 entre les autorités helvétiques et le gouvernement américain portant sur la transmission des données bancaires de plus de 4000 clients de l'UBS à Washington. Cet accord, retoqué par le Tribunal administratif fédéral en janvier dernier, nécessite désormais la ratification du Parlement pour pouvoir effectivement entrer en vigueur. Comme l'UDC est – par principe – hostile à l'accord, les parlementaires socialistes se retrouvent donc dans une position d'arbitre. Cependant, sans prescriptions obligatoires vis-à-vis des grandes banques, le PS ne donnera pas son aval.

Pour le conseiller aux Etats fribourgeois Alain Berset, «il ne peut pas être question, pour le PS, d'approuver un accord d'Etat à Etat dont le principal bénéficiaire est UBS, peut-être les Etats-Unis mais pas la Suisse, sans mesures d'accompagnement destinées à permettre enfin un développement durable de l'économie suisse et de sa place financière. La question centrale est de savoir jusqu'où on peut aller pour sortir UBS une énième fois d'une impasse où elle est entrée seule». Raison pour laquelle le PS exige des mesures d'accompagnement de trois ordres avant d'accepter l'accord avec les Etats-Unis sur l'UBS. Premièrement, nous souhaitons mieux réguler les bonus et rémunérations excessives en mettant en place un impôt de 8.5% sur les montants supérieurs à un million de francs. L'initiative populaire «contre les rémunérations abusives», soutenue par les socialistes et qui – comme son contre-projet – sera discutée lors

de la session d'été, tente également de donner une réponse à cette problématique. Deuxièmement, un renforcement des prescriptions relatives aux capitaux propres, aux liquidités et à la surveillance des grandes banques doit être mis en place afin que l'Etat ne soit plus sollicité pour éponger les pertes des établissements bancaires. Enfin, le gouvernement doit pouvoir garantir que toute perte éventuelle liée aux actifs toxiques de l'UBS, toujours détenus par la Banque nationale, soit prise en charge par la banque elle-même. Le PS est tout sauf convaincu par les belles promesses du Conseil fédéral et exige un geste fort de celui-ci par le biais d'un arrêté fédéral ou de l'accélération du processus législatif. Plusieurs motions ont été déposées par les socialistes pour concrétiser certaines revendications, à l'image de celle de la conseillère aux Etats bâloise Anita Fetz, qui souhaite limiter le montant déductible des bonus versés par millions. Celle-ci sera notamment traitée par le Conseil des Etats lors de la session d'été. Ainsi, plusieurs possibilités de mesures d'accompagnement ont été proposées au Parlement. Reste à espérer qu'elles soient prises en considération.

Le PS entretient des doutes considérables quant à la planification contraignante que souhaite mettre en place le Conseil fédéral pour résoudre le problème «too big to fail». Selon celle-ci, une nouvelle loi réglementant le secteur bancaire ne pourrait entrer en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2012. Un projet de loi serait adopté avant la fin de l'année et les procédures de consultation accélérées. Néanmoins, une feuille de route, même pleine de bonnes intentions ne suffit pas. La plupart des procédures de consultation ont comme résultat d'édulcorer, voire anéantir les projets et le PS juge que la place financière ne peut se permettre un risque pareil. S'il n'y a pas de plan B, comme le déclare le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, tenons-nous en au plan A en réalisant immédiatement ce que le Conseil fédéral annonce vouloir mettre en place plus tard.

[emilie.pasquier@pssuisse.ch](mailto:emilie.pasquier@pssuisse.ch)



## A SUIVRE ÉGALEMENT

### Conseil National

- Plusieurs conventions de double imposition avec – notamment – la France, la Grande-Bretagne ou encore les Etats-Unis
- Initiative populaire socialiste « Pour des impôts équitables »
- Initiative populaire « Pour un climat sain » et révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>
- Initiative populaire « Sur le renvoi des étrangers criminels » et modification de la LEtr

### Conseil des Etats

- Révision partielle de la Loi sur l'assurance-maladie (managed-care, mesures pour endiguer l'évolution des coûts et liberté de contracter)
- Modification de la Loi sur les allocations familiales
- Accès à l'apprentissage pour les jeunes sans statut légal
- Initiative populaire pour le paysage

### « Pour une Poste forte »

L'initiative – lancée par le PS et les syndicats – a abouti : 120 000 signatures ont été obtenues en moins d'un semestre.

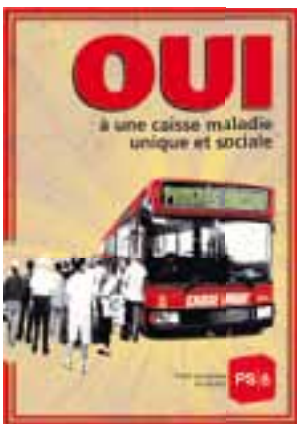


Le texte contre la libéralisation du marché postal souhaite ancrer le monopole sur le courrier dans la Constitution. Objectif : maintenir des prestations de service public de haut niveau et de garantir la densité du réseau actuel tout en défendant les intérêts des salariés et des consommateurs. Pour financer ce modèle, le secteur bancaire de La Poste sera élargi en lui al-

louant une licence. Le PS entend bien s'engager fermement pour une Poste forte lors du traitement de cette initiative aux Chambres fédérales, puis lors de la campagne précédant la votation populaire.

### Le PSJ pour une caisse unique

Le Parti socialiste jurassien a décidé de lancer une initiative populaire cantonale pour une caisse maladie unique. 5000 signa-



tures sont nécessaires pour que le gouvernement, puis le Parlement jurassien transmettent la mise en œuvre de ce principe à l'échelon fédéral. Rappelons que le Jura

et Neuchâtel étaient les deux seuls cantons à avoir accepté en 2007 l'initiative populaire pour une caisse unique. Cette démarche s'inscrit donc dans cette logique et vise à ce que le sujet soit à nouveau débattu.

# La détresse au bout du fusil

**Le parti radical libéral vient d'annoncer qu'il souhaitait renforcer la sécurité dans notre pays. Il aura l'occasion de faire la preuve de ses (bonnes) intentions en se prononçant lors de la prochaine session, au Conseil national, sur l'initiative « pour une protection contre la violence des armes ».** Géraldine Savary



Parfois, on préférerait avoir tort. Mais dans le dossier des armes militaires à domicile, la réalité nous donne malheureusement, régulièrement, raison. A chaque mois sa tragédie. A chaque canton sa victime. Et à chacun, les mêmes questions : est-ce le drame de trop ? Jusqu'à quand pourra-t-on justifier le maintien des armes d'ordonnance dans les foyers suisses ?

Jeune homme de 26 ans qui blesse mortellement une personne de 71 ans dans un hôtel, colonel à la retraite qui tire sur sa femme, amoureux éconduit qui assassine son ex-petite amie, jeune recrue qui charge au hasard, faisant une victime dont le seul tort était de se trouver là, homme qui abat son ex-femme à La Chaux-de-Fonds. Seul point commun de ces tragiques destins : le fusil militaire. Un constat aussi accablant invite une réponse politique forte.

Oui mais les thuriféraires de la tradition tergiversent. Alors ils imaginent des demi-mesures inapplicables : les recrues devraient faire l'objet d'un examen plus poussé, les polices cantonales devraient mener des enquêtes approfondies sur ceux qui souhaitent garder leur fusil militaire, les casiers judiciaires devraient être à la disposition de l'armée, des examens

psychologiques devraient se multiplier, etc. Résultat : un arsenal de dispositions qui jette le doute sur tous les citoyens, brise le lien de confiance entre le soldat et son pays, sans pour autant empêcher les tragédies. 300 par année, si l'on additionne les délits relationnels et les suicides.

Deux constats s'imposent donc. Premièrement, à aucun moment, les partisans du fusil militaire à domicile n'ont réussi à justifier leur position. Ni en évoquant le passé et la tradition : rappelons que ce n'est que depuis 1952 que les Suisses ont fusil et munitions à la maison. Jusqu'à cette date, l'armée ne distribuait des munitions que s'il y avait menace sur la sécurité nationale. Ni pour préparer l'avenir : une armée moderne et efficace ne se construit pas sur la présence du fusil militaire à la maison.

Deuxième constat, une tragédie se noue souvent par la rencontre entre des facteurs psychologiques et des situations particulières. Qui peut comprendre pourquoi, quand et comment une personne perd pied soudainement ? La raison abandonne parfois un individu et ne permet d'expliquer ni la violence du geste ni ses causes. Ce que l'on sait par contre, c'est que la proximité d'une arme précipite les drames et les tragédies. Cette chaîne entre une cause inexplicée et des effets inacceptables doit être cassée. C'est un des buts de l'initiative « pour une protection face à la violence des armes ». Elle propose que l'article 118 de la Constitution fédérale puisse être modifié afin de traiter de la dangerosité des armes à feu en Suisse. D'une part en définissant plus complètement que ne le fait la Loi sur les armes la clause du besoin en matière d'achat d'armes à feu. D'autre part, en proposant la création d'un registre national des armes permettant de contrôler leur traçabilité et enfin en supprimant l'obligation de l'arme d'ordonnance à domicile. Trois raisons pour que la majorité du Parlement vote cette initiative. Pour autant qu'elle souhaite vraiment rétablir la sécurité.

geraldine.savary@pssuisse.ch,  
conseillère aux Etats (VD)







# Un tissu d'incohérences

**C'est fou comme un bout de tissu peut faire parler de lui ! C'est le cas, dans le milieu de la mode, de la dernière fripe in-dis-pen-sable. Et c'est celui, dans un contexte bien différent, d'un accessoire religieux tout d'étoffe constitué : le voile intégral.** Liliane Maury Pasquier

Je ne me voilerais pas la face : l'obligation faite aux femmes de se dissimuler derrière une Burqa ou un niqab est contraire à ma vision de la dignité humaine et de l'égalité hommes-femmes. MAIS... Interdire purement et simplement ce type de vêtement me semble être une mauvaise idée.

D'abord, parce que l'interdiction empêche l'intégration : priver cette mère de voile, c'est, de fait, la confiner au foyer, l'empêcher de venir chercher son enfant à l'école et de participer à une réunion de parents. Peut-on interdire à une femme de s'insérer dans le tissu social pour un morceau d'étoffe ?

Ensuite, les femmes qui choisissent de porter le voile intégral – même si elles sont aliénées, ce n'est pas à moi d'en juger ! – ne doivent pas être infantilisées au point que l'on ne respecte pas leur parole. Selon Thomas Hammarberg, commissaire aux Droits de l'homme du Conseil de l'Europe, bannir le voile intégral contrevient au droit au respect de la vie privée et à celui de manifester sa religion ou sa conviction, ancrés dans la CEDH. Comme il l'affirme : *« impossible aussi de prouver que, globalement, ces femmes sont davantage que d'autres victimes d'une répression tenant à leur condition de femme. »* Nous sommes toutes et tous victimes consentantes d'« obligations » pas forcément épanouissantes : puisqu'on parle de tissu, le maniement du torchon à vaisselle en fait assurément partie.

Et combien de femmes voilées intégralement avez-vous déjà rencontrées ? Sans doute autant que vous avez vu de minarets obstruer le ciel helvétique ! Interdire le voile intégral,

c'est donner à un phénomène marginal une visibilité démesurée, et dangereuse. Car une nouvelle interdiction pourrait renforcer les mouvements extrémistes et installer un voile étanche entre les civilisations.

La montée en épingle de cette pièce de tissu est une vraie manipulation de l'opinion publique. En cristallisant le débat sur la Burqa, on alimente l'islamophobie et, surtout, on jette un voile sur les vrais problèmes qui touchent les citoyen-ne-s suisses : emplois et assurances sociales menacés, inégalités croissantes entre les différentes classes sociales (bonus et salaires faramineux pour les uns, coupes dans les prestations pour les autres), réchauffement climatique, et j'en passe.

Ce détournement de l'opinion sur la question du voile consiste aussi en un tissu d'incohérences. Car ceux-là mêmes qui, à droite, invoquent l'égalité entre femmes et hommes dans le débat sur le voile ont tendance à l'« oublier » sur les autres questions. Relèvement de l'âge de la retraite des femmes, suppression du remboursement obligatoire de l'avortement : le délitement de ces acquis représente un VRAI danger. Réagissons avant qu'il ne nous reste plus que nos yeux pour pleurer... Dans un mouchoir en tissu ?

[liliane.maury@pssuisse.ch](mailto:liliane.maury@pssuisse.ch),  
conseillère aux Etats (GE)



## Deux femmes chargées de la communication du PS Suisse



Le secrétariat central accueille avec un grand plaisir deux nouvelles collaboratrices de haut niveau, **Andrea Sprecher** et **Min Li Marti**, qui se partagent, depuis le mois de mai, la tête du département « Campagnes et communication » du PS Suisse. Elles remplacent désormais leur prédécesseur **Peter Lauener** qui a rejoint l'USS. Leur principale tâche sera de mener la campagne des élections fédérales 2011.

## Changement au PSN

**Eric Flury**, en charge depuis deux ans de la présidence du Parti socialiste neuchâtelois, a annoncé – fin avril sa décision de remettre son mandat et de ne pas se représenter à l'élection des membres du bureau du Comité cantonal qui se déroulera lors du Congrès ordinaire du 18 juin 2010. Il souhaite, principalement, transmettre le témoin au moment même ou le PSN entre dans la première phase de la campagne pour les élections fédérales de 2011. Mais aussi s'engager plus à fond dans son mandat de député au Grand conseil.



## Initiative « Cleantech » : récoltons des signatures !

L'initiative « Cleantech » qui a pour but de créer de nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables est sur le bon chemin. Depuis son lancement en mars 2010, le PS a déjà récolté plus de 25 000 signatures et nous comptons arriver à 50 000 d'ici la fin de l'été. Il faut donc continuer à se mobiliser pour récolter le plus de signatures possibles ! Plus d'infos et des formulaires de récolte à l'adresse : [www.initiative-cleantech.ch](http://www.initiative-cleantech.ch)



© Ex-Press

Des grèves ont permis aux ouvriers des stades d'obtenir quelques améliorations. Leurs salaires demeurent cependant inférieurs au minimum vital.

## Un carton jaune pour Sepp Blatter !

**L'œuvre suisse d'entraide ouvrière OSEO met en exergue la face cachée de la Coupe du monde de football, qui débutera le 11 juin en Afrique du Sud. Lors de ce tournoi, vingt millions de personnes resteront hors jeu. L'OSEO en appelle à la responsabilité sociale de la FIFA.** Alexandre Mariéthoz

Le coup d'envoi de la Coupe du monde sera donné le 11 juin prochain, en Afrique du Sud. Durant un mois, l'attention de la planète sera focalisée sur Ronaldo, Messi, Terry, Buffon et autres stars. Pendant ce temps, Mqwalaseli Mvo restera hors jeu. M. Mvo est ouvrier de la construction. Il a participé à l'édification du stade Greenpoint, au Cap. Pourtant, son salaire ne suffit pas pour nourrir sa famille. Ni pour envoyer ses enfants à l'école.

### Carton rouge pour les pauvres

L'Afrique du Sud a investi 4,5 milliards de francs en vue de la Coupe du monde et la Fédération internationale de football (FIFA) prévoit un bénéfice de deux milliards de francs. Les vingt millions de pauvres que compte ce pays – plus de 40% de la population – n'ont nullement profité de ces investissements massifs. Au contraire: les ouvriers ont construit les stades pour des salaires de misère et des dizaines de milliers de pauvres ont été déplacés, pour des raisons d'image. Bref, une grande partie de la population demeure hors jeu.

Les ouvriers et ouvrières des stades ont travaillé pour des salaires mensuels de 2500 rands (environ 360 francs) – bien au-dessous des 4500 rands demandés par les syndicats pour couvrir le minimum vital. Ce n'est que suite à des grèves que les salaires ont été augmentés à 3000 rands en moyenne, alors que l'édification des stades touchait à son terme. Cela reste très insuffisant pour vivre décemment.

### Arbitre sans sifflet ?

La campagne de l'OSEO «Hor\$jeu – Un carton jaune pour Sepp Blatter!» demande à la FIFA d'assumer ses responsabilités sociales et de contribuer à une amélioration des conditions de vie dans les pays qui organisent la Coupe du monde – en veillant notamment à ce que tout contrat, en particulier avec des entreprises de construction, oblige à respecter les droits humains et à garantir des conditions de

travail décentes. En d'autres termes, la FIFA doit veiller au respect de certaines règles élémentaires.

Elle en a les moyens. En vue de la prochaine Coupe du monde, elle régit tout: de la hauteur du gazon à la diagonale d'écran règlementaire pour les diffusions publiques. Des protocoles détaillés garantissent le déroulement rentable des matchs. Bref, la FIFA se comporte comme un arbitre pointilleux. Elle se montre en revanche beaucoup plus timorée lorsqu'il s'agit des normes du travail et des droits humains. Comme si l'arbitre avait soudain perdu son sifflet...

### Du fair play pour les ouvriers

Avec sa campagne «Hor\$jeu – Un carton jaune pour Sepp Blatter!», l'OSEO veut promouvoir le fair play à l'égard des ouvriers, lors de la construction des stades. C'est pourquoi elle exige de la FIFA qu'elle s'engage activement pour le respect des normes du travail (voir encadré). Dans ce domaine aussi, la FIFA doit jouer son rôle d'arbitre, en sanctionnant d'un carton rouge toute forme d'exploitation.

### PETITION

L'OSEO exige de la FIFA qu'elle s'engage activement, à l'avenir, contre l'exploitation lors du Mondial de football. Les pays et entreprises qui violent les droits humains ne doivent plus pouvoir organiser de Coupe du monde ou assumer de travaux en lien avec cette dernière. Une exigence d'autant plus cruciale que le Mondial suivant aura lieu au Brésil. Pour signer la pétition en ligne: [www.horsjeu-afriquedusud.ch](http://www.horsjeu-afriquedusud.ch)

Alexandre Mariéthoz  
OSEO Communication



## AGENDA

**PS Suisse** [www.pssuisse.ch](http://www.pssuisse.ch)

- Vendredi 28 mai : Casino de Frauenfeld, Conférence de coordination
- Samedi 29 mai : Casino de Frauenfeld, Assemblée des délégué-e-s
- 31 mai – 18 juin : Session d'été
- Samedi 19 juin : Programme Perspectives 2010 de 9 h à 16 h à la Maison du peuple à Lausanne avec Stéphane Montangero et Jean-Yves Gentil. La thématique sera « Campagne et actions sur le terrain ainsi que relations avec la presse ».

**Femmes Socialistes Suisses**[www.ps-femmes.ch](http://www.ps-femmes.ch)

- Samedi 28 août : Coordination et Conférence des Femmes à Zoug de 10 h 30 à 16 h

**JS Suisse** [www.jss.ch](http://www.jss.ch)

- Samedi 12 juin : Journée de récolte nationale dès 9 h, initiative 1:12

**Genève** [www.ps-ge.ch](http://www.ps-ge.ch)

- Samedi 5 juin : Forum des sections, 9 h 30 – 13 h, Maison des Associations, 15 rue des Savoises – 1205 GE – salle Chico Mendes
- Samedi 19 juin : Grande journée de récolte de signatures pour le référendum LACI durant la Fête de la musique – stand de ralliement du PSG au Molard
- Samedi 3 juillet : Brunch de la Constituante

**Valais romand** [www.psvr.ch](http://www.psvr.ch)

- Mardi 25 mai : Maison socialiste, 19 h 30, Sion : séance du bureau exécutif

- Jeudi 24 juin : Maison socialiste, 19 h 30, Sion : séance du bureau exécutif

**Vaud** [www.ps-vd.ch](http://www.ps-vd.ch)

- Samedi 5 juin : Assises du PSV sur le programme du PS Suisse, de 9 h à 13 h 30 à la maison du peuple, salle Jean Villard Gilles, inscription préalable auprès du secrétariat au 021 312 97 57 ou [administration@ps-vd.ch](mailto:administration@ps-vd.ch)

**Neuchâtel** [www.psn.ch](http://www.psn.ch)

- 7 juin : AG, Femmes socialistes au secrétariat central de 20 h à 22 h
- 8 juin : rencontre des présidences de sections au secrétariat central de 20 h à 22 h
- 18 juin : Congrès PSN au Locle, salle Unia (Crêt-Vaillant 19) de 19 h à 22 h

**Jura bernois** [www.psjb.ch](http://www.psjb.ch)

- Lundi 7 juin : Tramelan, AG et séance de fraction à 20 h au Restaurant du Cerf. Objets du Conseil général du 14 juin 2010

**Jura** [www.psju.ch](http://www.psju.ch)

- Mardi 15 juin : Date limite pour candidatures aux élections cantonales
- Jeudi 1<sup>er</sup> juillet : Congrès du PSJ

**Fribourg** [www.ps-fr.ch](http://www.ps-fr.ch)

- Jeudi 10 juin au dimanche 13 juin : présence du PSF au stand 84 du comptoir du Mourret, Expo 2010
- Jeudi 2 septembre : Assemblée des membres à 20 h 00 (lieu à déterminer)

**liberté. égalité. dignité.**  
**pour moi et toi.**



**grande manifestation  
contre le racisme  
et l'exclusion**

**Solidarité  
sans  
frontières**

Rendez-vous: Waisenhausplatz  
Manif finale: Place fédérale

**Berne, samedi le 26 juin 2010, 14h30**

[www.sosf.ch](http://www.sosf.ch)

**SOUTENUE PAR** (état 3.5.2010) Amnesty International Suisse, Anlaufstelle für Sans-Papiers Basel, augenauf Bern, augenauf Zürich, CaBi Antirassismus-Treffpunkt, St. Gallen, C.E.D.R.I., Centre Europe Tiers-Monde CETIM, Cercle d'amis Cornelius Koch, Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève, Comedia, Coordination asile. ge, Coordination Asile Migration Vaud CAMIV, Coordination genevoise contre l'exclusion et la xénophobie (Stopexclusion), DIDF, Droit de rester pour tou-te-s, droitsfondamentaux.ch, FEEL Forum des étrangères et étrangers de Lausanne, Femmes pour la Paix Suisse, FIZ Centre d'assistance aux migrantes et aux victimes de la traite des femmes, Forum Civique Européen, Forum pour l'intégration des migrantes et des migrants (FIMM), Gewerkschaftsbund Baselland, Humanrights.ch, IFIR (Fédération Irakischer Flüchtlinge), IGA – Interprofessionelle Gewerkschaft der ArbeiterInnen Basel, IGIF, Informationsstelle für Ausländerinnen- und Ausländerfragen isa, Junge Alternative JA!, Jeunes vert-es Suisse, JS Suisse, l'autre syndicat La Côte, Les Verts – Grüne Suisse, NCBI Suisse, OeME - Kommission der Evang. -ref. Gesamtkirchgemeinde Bern, Pro Integra, PS Suisse, Religiös Sozialistische Vereinigung der Deutschschweiz, Second@s Plus, SIT - Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs, Solidaritätsnetz Ostschweiz, Solidaritätsnetz Sans-Papiers Bern, SolidaritéS Vaud, SOLIFONDS, SOS Asile Vaud, SP Stadt Zürich, SSP-VPOD, Syndicat de la communication, TERRE DES FEMMES Schweiz, UNIA, Union der ArbeiterInnen ohne geregelten Aufenthalt, Verein Berner Beratungsstelle für Sans-Papiers, Verein für die Rechte illegalisierter Kinder, Village de la Paix.  
Tous le détails sous [www.sansnous.ch](http://www.sansnous.ch)

Sin  
nosotros  
no funciona  
nada.

bez nas  
ništa  
ne ide.

sans  
nous  
rien  
ne va plus.

Ohne  
uns  
geht  
nichts.

Senza  
noi  
non funziona  
niente.

pa  
ne  
s'bën.

bizsiz  
olmaz.

Jeu de pronostics pour un monde plus juste  
Créez votre propre cercle de pronostics  
[www.horsjeu-afriquedusud.ch](http://www.horsjeu-afriquedusud.ch)

# Horsjeu

Deux milliards de bénéfices pour la FIFA, et rien pour la population d'Afrique du Sud. Donnez un carton jaune à Sepp Blatter en signant la pétition contre l'exploitation lors de Coupes du monde de football: [www.horsjeu-afriquedusud.ch](http://www.horsjeu-afriquedusud.ch)

 Œuvre suisse d'entraide ouvrière **OSEO**